

Madagascar : Survol hebdomadaire de la presse francophone n°37 (du 13 au 19 septembre 2010)

La crise politique

La « Conférence nationale » s'est tenue au CCI d'Ivato du 13 au 18 septembre. Les organisateurs ont eu à faire face à une affluence imprévue : alors que 2.500 délégués étaient attendus en provenance des 119 districts, il a été distribué plus de 4.600 badges. Une situation confuse qui a provoqué des controverses sur la représentativité des participants désignés à la dernière heure et qui ne figuraient pas sur les listes officielles. La HAT s'est félicitée de cette affluence inespérée, qu'elle espère de nature à convaincre la communauté internationale du caractère inclusif et consensuel de la rencontre. Mais des voix se font entendre pour dénoncer des manipulations qui seraient intervenues au niveau local pour imposer des représentants en surnombre, proches du pouvoir. Des dispositions ont été prises pour que seuls les délégués « officiels » (de l'ordre de 1.500) puissent voter (à main levée) lors des assemblées plénières. Les travaux de commission (au nombre de 11) ont souffert de cette affluence mais globalement la liberté d'expression aurait été respectée. Les congressistes ont eu la primeur des conclusions des « dialogues préparatoires » qui n'avaient pas pu être diffusées à l'avance. Ils ont du également prendre en compte les nombreuses propositions constitutionnelles synthétisées par le CCC et les conclusions adoptées à l'issue du dialogue politique de Vontovorona. Les commissions « Constitution », « amnistie et réconciliation » et « gestion de la Transition » ont eu la faveur des participants et ont connu des débats intenses, parfois houleux. Des délégués ont dénoncé des manipulations de résultats dans la remontée des conclusions des « *Dinika santatra* » et des falsifications de résultats de votes en séance plénière ont été révélées par « *Raiamandreny mijoro* ».

Les travaux ont été perturbés par des participants qui exigeaient l'indemnisation de leur déplacement dans la capitale. Pour la presse pro-HAT, il s'agit de perturbateurs patentés porteurs d'une « stratégie de déstabilisation ». Les autorités ont du intervenir pour trouver un « *modus vivendi* ».

Les membres de la CNOSC ont annoncé la veille de l'ouverture des travaux qu'ils n'y participeraient pas, estimant qu'un accord politique devrait précéder une véritable « Conférence nationale souveraine », qu'ils persistent à vouloir organiser en octobre, avec l'appui de la communauté internationale. Ils rejoignent en cela la position officielle des 3 mouvances. Mais plusieurs formations politiques composant chacune d'entre elles a participé à la rencontre. La presse note que les principales entités qui se sont impliquées dans la recherche de la sortie de crise ont été contaminées par le virus de la division. Une recomposition du paysage politique est en cours, attisée par la course aux nombreux postes (de l'ordre de 300) à pourvoir dans les institutions de la nouvelle Transition.

Le ministère des Affaires étrangères a reçu un courrier de Joachim Chissano dans lequel le médiateur fait part du « caractère unilatéral » de l'entreprise en cours [boycott des 3 mouvances et de la CNOSC]. Il estime en outre que les informations concernant un financement de cette conférence par le gouvernement « mettent en question la neutralité, l'impartialité et la transparence du processus ». Point de vue partagé par Jean Ping, président de la Commission de l'UA.

Le ministère français des Affaires étrangères a publié une position nuancée. La France se déclare « très attentive aux conditions de déroulement de cette Conférence [...] ainsi qu'à l'esprit qui présidera à ses travaux que nous souhaitons responsables, dignes et constructifs ». Elle « réitère son appel [...] à l'ensemble des acteurs malgaches de la société civile et du monde politique pour qu'ils rejoignent cet exercice, afin d'en renforcer encore la représentativité et la légitimité ».

Les résolutions adoptées en séance plénière n'ont pas encore été publiées mais près de 80% des dispositions de l'accord politique du 13 août auraient été retenues en commission. Andry Rajoelina a renoncé à proposer son projet personnel de Constitution. Une majorité s'est dégagée en faveur d'une République unitaire fortement décentralisée, un régime de nature parlementaire, un mandat présidentiel de 5 ans renouvelable une seule fois, des candidats à la présidentiel âgés de 35 à 60 ans. Le Premier ministre devrait être issu d'une région autre que celle du président de la Transition. Une amnistie sélective a été entérinée, de nature à écarter certains candidats potentiels aux prochaines élections. De vives controverses ont éclaté concernant le statut pénal des journalistes. La majorité est en faveur d'une pénalisation des ecclésiastiques qui s'engageraient dans les campagnes électorales.

Droits humains, gouvernance

Contre-enquête sur la fusillade du 7 février 2009. Les « légalistes » affirment être en train de réunir des preuves et de monter un dossier pour intenter un procès à ceux qui, estiment-ils, portent la responsabilité d'avoir envoyé la foule prendre d'assaut le palais d'Ambohitsorohitra.

Une base de données sur les enfants vulnérables à Antananarivo. Le projet s'inscrit dans le cadre de la « *Promotion des droits des enfants à Antananarivo : renforcement de la Plateforme de la société civile pour l'enfance* », financé par le fonds social de l'ambassade de France en partenariat avec l'université catholique de Madagascar et l'IRD. La collecte des données a été effectuée dans 5 centres sociaux de la capitale.

« **Le martyr des "petites bonnes" au Liban** », titre *Le Monde*, qui se fait l'écho d'un rapport publié à Beyrouth par Human Right Watch, qui souligne « *l'échec du système juridique libanais à protéger les domestiques étrangères* ».

Affaire Mandridake (Radio Soatalily à Toliara) : les proches de « *Limby* », constitués en Comité, ont lancé une pétition pour demander aux autorités de lever leurs « *mesures d'intimidation et d'arrestation* » et de lui rendre sa liberté de parole. Le Comité a annoncé que l'enseignant-chercheur a pu quitter Madagascar mais qu'il est toujours recherché par les autorités. 7 personnes restent incarcérées à Toliara.

État de droit : la Commission nationale des marchés sanctionne 24 ministères et institutions. 66% des entités qui ont subi les contrôles début 2010 ne sont pas en règle par rapport au Code des marchés publics. La présidence de la HAT figure dans la liste, ainsi que 14 ministères sur 24. Les enquêteurs dénoncent notamment la course à la régularisation des marchés. Pour *Tribune*, « *il n'est pas étonnant [...] que la corruption règne et le népotisme s'étend et tisse rapidement son réseau de nouveaux riches* ».

Actualité économique et sociale

Projets d'investissement Sud-Coréens à Toamasina. D'importants projets de développement ont été initiés par la municipalité et un groupe d'investisseurs. Ils portent notamment sur la mise en place d'un centre de formation technique et le jumelage de la ville avec une localité sud-coréenne.

2 millions d'euros de l'AFD pour assainir la décharge d'Antananarivo. L'Agence française contribuera en outre à la réinsertion sociale des 800 familles qui vivent sur cette décharge de 14 hectares, source de maladies respiratoires pour les populations environnantes. *La Gazette* note que la dépendance du pays vis-à-vis des financements extérieurs est plus que désolante car même les ordures de la capitale font l'objet de demandes de financements extérieurs. La région Ile de France serait partenaire de ce projet dans le cadre de la coopération décentralisée. Des médias d'opposition suspectent la France d'apporter ainsi une aide indirecte au régime en place.

Des cargaisons de bois précieux interceptées dans le Sud. Un homme politique de cette région aurait usé de son influence pour faire acheminer du palissandre vers la capitale. *La Vérité* écrit : « *Après avoir décimé les forêts de la Sava [nord-est], les trafiquants s'orientent vers d'autres régions, à savoir l'Anosy et le Menabe* », les contrôles y étant moins stricts.

Un journaliste étranger qui enquêtait sur le trafic de bois de rose a vu son équipement vidéo confisqué par la police de Maroantsetra, porte d'entrée de parc national de Masoala. Il affirme avoir été retenu par des policiers et des fonctionnaires accompagnés de 3 opérateurs de bois précieux bien connus.

Attribution des terrains à des jeunes désirant s'investir dans l'agriculture. Une surface de 35 millions d'hectares répartie dans différentes régions leur sera proposée. La décision laisse les observateurs dubitatifs, les conditions de réussite de telles implantations sont rarement réunies et les échecs fréquents dans le passé. Actuellement, l'exode rural s'amplifie en raison de l'insécurité croissante qui règne dans les campagnes. Les « *Forces de développement* », un corps de l'armée destiné à œuvrer pour le développement du monde rural et à lui fournir un soutien aurait un rôle primordial à jouer, estiment des observateurs. Mais le statut foncier des terrains proposés n'offrirait pas suffisamment de garanties.

« **Biocarburant : Madagascar, détentrice d'un or vert ?** ». Les projets de culture industrielle du jatropha que l'on trouve à l'état sauvage dans le sud malgache font débat. Cet arbuste permet de produire un agro-carburant d'excellente qualité. Il affectionne les milieux semi-arides, ce qui présente l'avantage de ne pas trop faire concurrence aux cultures vivrières. Pourtant, cette culture à l'échelle industrielle pourrait se faire au détriment de la production alimentaire, du fait de la concurrence pour la terre et l'eau. 300 millions de dollars aurait déjà été investis par des compagnies internationales pour l'exploitation du jatropha dans la Grande Ile.

Promesse présidentielle de construction de 9 hôpitaux : l'appel d'offres est ouvert pour une durée d'un mois. « *Certes, je ne suis ni professeur, ni tradipraticien ni médecin mais j'apporte un remède pour vous, pour nous ici* », a affirmé Andry Rajoelina, à Antsiranana. Et de préciser que l'hôpital de la ville « *sera construit sur un terrain où certains avaient songé ériger un immense centre commercial, pour eux et non pour la population* » [allusion à un projet supposé de Tiko sous le régime Ravalomanana]. Ce programme a pu être assuré grâce aux 100 millions de dollars versés par le consortium Wisco.